

MICROCRÉDIT, TAUX D'INTÉRÊT ET PAUVRETÉ



Estelle Brack

Chargé de mission

Affaires
internationales

Économiste
FBF

Contrairement aux idées reçues, les niveaux des taux d'intérêt du microcrédit ne sont pas si élevés au regard des montants prêtés et du nombre effectué. De plus, certains parmi les plus pauvres qui bénéficient du microcrédit améliorent leur niveau de vie et accèdent aux services bancaires

Jusqu'à dans les années 1970, la seule alternative à l'intermédiation bancaire pour les plus pauvres résidait dans les institutions informelles de crédit : prêteurs de village, tontines, assurance informelle... Avec la création en 1976 de la Grameen Bank, Mohammed Yunus a permis à des femmes pauvres du Bangladesh d'accéder à des prêts de petits montants. Aujourd'hui, le microcrédit est devenu un phénomène mondial qui représente 25 milliards de dollars d'encours, 150-200 millions de clients et un taux de remboursement élevé [1]. La plupart des institutions de microcrédit se sont focalisées dans un premier temps sur la rentabilité de leurs opérations financières, considérant que seule comptait leur capacité à offrir des prêts aux plus pauvres, via des taux d'intérêt particulièrement élevés. Si cette question est débattue depuis toujours, elle connaît un regain d'intérêt avec le développement du secteur.

[1] Grameen Bank annonce un taux de remboursement de 95 %, Accion International de 97 % et FINCA de plus de 98 %.

“PRÊTER AUX PAUVRES COÛTE CHER”

La difficulté provient du fait que les coûts sont plus élevés pour des prêts de très petit montant que pour des prêts bancaires classiques. Les coûts d'exploitation représentent le poste le plus important. Il est grevé par des coûts fixes, indépendants du montant prêté : il paraît évident que prêter 100 000 dollars sous la forme de 1 000 prêts de 100 dollars demande beaucoup plus de ressources humaines qu'un prêt unitaire de 100 000 dollars. En outre, les dépenses de recouvrement sont importantes avec beaucoup de clients. Par contre, et c'est lié, si l'on peut penser que les pertes dues aux prêts non remboursés sont relativement plus importantes, il n'en est rien : Gonzalez (2007) montre que les prêts non remboursés représentent 2,3 % du total en moyenne mondiale (1,2 % pour la région MENA[2], 1,5 % en Asie du Sud et 4,9 % en Afrique) en 2006. Le coût des ressources est également plus élevé et les institutions de microcrédit ne sont depositaires d'épargne que dans certains cas.

À l'occasion de l'ouverture de son capital en avril 2007, Compartamos a créé une importante controverse quand il est apparu que cette institution de microcrédit mexicaine pratiquait des taux d'intérêt (annualisés) supérieurs à 85 % (sans compter une taxe de 15 %), avec un retour sur investissement annuel [3] de 55 % (Rosenberg 2007). Mais dans les faits, les taux d'intérêts sont plus bas, de l'ordre de 25 % en moyenne pour une institution rentable.

Rosenberg, Gonzalez et Narain (2009) ont comparé les taux du microcrédit aux taux des prêts à la consommation et aux taux des crédits informels : sur 36 pays, ils sont inférieurs aux taux des prêts à la consommation pour 19 d'entre eux, équivalents pour 10 et supérieurs pour 7. Sur 34 pays, les taux du microcrédit sont globalement très inférieurs aux taux des prêts informels (avec un taux informel médian de 10 à 25 % par mois, voire entre 5 et 20 % par jour dans cinq pays).

[2] Moyen-Orient et Afrique du Nord.

[3] ROE.



MICROCRÉDIT ET PAUVRETÉ

Si, au milieu des années 1990, l'objet d'attention principal s'était porté sur la croissance et la pérennité du secteur, la résurgence de crises (impayés, faillites, désaffectations massives de clients) et de critiques a conduit à poser la question de l'adéquation du microcrédit vis-à-vis de ses clients.

On observe globalement que les revenus engendrés par les activités supportées par le crédit servent d'abord à diminuer les dépendances (aux crédits fournisseurs, crédits usuriers ou familiaux) et à améliorer les conditions de vie (diminution de la période de soudure [4], amélioration de l'alimentation, augmentation des frais d'éducation et de santé, achat de biens de consommation durable, amélioration de l'habitat...).

Le microcrédit – et la microfinance plus généralement – aurait des effets positifs *via* l'amélioration des revenus (par intensification, "extensification" ou diversification des activités), du capital humain (consommation alimentaire, nutrition et santé) et du "capital social" (développement communautaire et rôle, autonomie des femmes), l'augmentation du patrimoine, ainsi que sur l'environnement et sa durabilité.

On peut considérer, par rapport à des situations où le nonaccès aux banques est la règle, que le microcrédit permet de bancariser une fraction plus importante des agents économiques, même si la proportion de la population touchée reste encore relativement modeste. Elle demeurerait, au niveau national, inférieure à 20 % de la population économiquement active, en raison, notamment, de la couverture souvent partielle du territoire par les institutions de microcrédit.

Mais le microcrédit aide-t-il vraiment les pauvres ? Contrairement à la recherche très vivante sur le fonctionnement du microcrédit, il existe ainsi très peu d'études sur la question de son impact.

[4] La "soudure" est la période qui sépare la fin de la consommation de la récolte de l'année précédente et l'épuisement des réserves des greniers, de la récolte suivante.

BIBLIOGRAPHIE

- **Burgess R. & Pande R.** (2004), "Do Rural Banks Matter? Evidence from the Indian Social Banking Experiment", CEPR Discussion Papers 4211.
- **Gonzalez A.** (2007), "Resilience of Microfinance to Local Macroeconomic Events: An Econometric Analysis of MFIs Asset Quality", MIX Discussion Paper n°. 1. Washington, D.C. : MIX, juillet.
- **Robinson M.** (2001), "The Microfinance Revolution", vol. 1. Washington, D.C. : World Bank.
- **Rosenberg R.** (2007), "CGAP Reflections on the Compartamos Initial Public Offering: A Case Study on Microfinance Interest Rates and Profits", Focus Note 42. Washington, D.C. : CGAP, juin.
- **Rosenberg R., Gonzalez et Narain** (2009), "The New Moneylenders: Are the Poor Being Exploited by High Microcredit Interest Rates?", Occasional Paper 15. Washington, D.C. : CGAP, février.

« Contrairement à la recherche très vivante sur le fonctionnement du microcrédit, il existe très peu d'études sur la question de son impact. »

Des approches, essentiellement quantitatives, cherchent à déterminer un impact, en particulier en comparant clients et non clients dans des conditions strictes d'échantillonnage et de contrôle et en cherchant à identifier les différences significatives entre eux. Les travaux du Poverty Action Lab (PAL) ont ainsi pour objectif d'améliorer l'efficacité des programmes contre la pauvreté, en fournissant aux décideurs politiques des résultats scientifiques clairs qui permettent de formuler des politiques fructueuses pour combattre la pauvreté. Le PAL travaille en particulier sur l'analyse des impacts de la microfinance en Inde, aux Philippines, au Maroc, au Bénin et au Pérou. Dans ce cadre, Banerjee, Duflo, Glennerster et Kinnan ont réalisé la première évaluation aléatoire d'un programme-type de microcrédit en Inde. Ils montrent que "le microcrédit remplit son objectif: certains en tirent avantage lorsqu'il est disponible, 1 sur 8 crée une activité; ceux qui en ont déjà une, investissent dans des biens durables et réduisent le reste de leur consommation; d'autres consomment plus. Ce n'est ni le changement d'existence souvent décrit, ni la nouvelle usure: la conclusion est que tout le monde n'a pas une vocation d'entrepreneur: le microcrédit ne réglera pas tous les problèmes pour tout le monde" [5]. ■

[5] Esther Duflo, "Crédit et services financiers", Chaire internationale Savoirs contre pauvreté du Collège de France, 26 janvier 2009.